

COMMUNIQUE DE PRESSE

Notre territoire connaît depuis quelques semaines un mouvement de contestation et de désobéissance civile porté par une partie des collectifs et des organisations de la société civile avec des revendications qui tournent essentiellement autour de la question migratoire, de l'insécurité et des actes de violences qui gangrènent le territoire.

Les tensions se sont fortement accrues le week-end dernier avec le renforcement du blocage des bureaux de la Préfecture et des principaux axes routiers de l'île par les manifestations pour se faire entendre et exprimer leurs colères face à l'inaction de l'Etat sur ces sujets de préoccupations majeurs.

L'envoi massif des forces de l'ordre pour démanteler les points de blocages n'a fait que renforcer le mouvement et radicaliser les positions. L'Etat doit, à l'image de la grève des agriculteurs français, comprendre la souffrance des Mahorais. C'est une souffrance légitime.

Mayotte qui est déjà fortement mis en tension par l'immigration comorienne et malgache voit venir s'ajouter une immigration africaine qui constitue une nouvelle source d'inquiétude pour la société mahoraise.

Mayotte, ni les communes ne sont pas en capacité d'accueillir ces réfugiés et demandeurs d'asile africains qui cristallisent par ailleurs les tensions du fait de leurs comportements à l'égard de la population locale.

L'AMM appelle donc l'Etat à faire pleinement jouer la solidarité nationale afin de les répartir dans l'hexagone en attendant l'examen de leurs dossiers par l'OFPRA et demande au gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour éradiquer cette véritable invasion de l'île.

Au vu de l'évolution de la situation actuelle, nous appelons toutes les parties à la plus grande retenue et les exhortent à renouer le dialogue pour rechercher les voies d'une sortie rapide de crise.

Il n'est pas trop tard pour se mettre autour d'une table et pour discuter. C'est autour de la discussion que jaillira la solution et non par une utilisation disproportionnée de la force.

Fait à Mamoudzou, le 29 janvier 2024.

Le Président



Madi MADI SOUF